



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 3201

Texte de la question

SÉCURITÉ À MARSEILLE

M. le président. La parole est à M. Henri Jibrayel, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Henri Jibrayel. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Une fois de plus Marseille a été le théâtre de graves incidents qui se sont déroulés lundi après-midi, aboutissant malheureusement au meurtre d'un adolescent de quinze ans.

Voilà quelques semaines une femme de soixante-treize ans est décédée, victime de deux jeunes arracheurs de sac. À la suite de ce malheureux drame, la colère des habitants est montée d'un cran.

Les événements de lundi illustrent cet état de fait, que l'on ne peut accepter dans notre démocratie. Ce matin, le ministre de l'intérieur a déclaré vouloir agir rapidement. Face à cette situation brûlante, il est impératif, monsieur le Premier ministre, que vous répondiez concrètement sur vos véritables intentions, afin d'éviter que de telles dérives envahissent Marseille.

Au mois de novembre dernier, le ministre de l'intérieur s'était rendu dans la cité phocéenne et avait affirmé que la sécurité de Marseille et des Marseillais était au premier rang de ses préoccupations.

Plusieurs députés du groupe UMP. Guérini ! Guérini !

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie !

M. Henri Jibrayel. Que comptez-vous faire rapidement et concrètement pour rassurer nos concitoyens ? Je tiens à saluer ici le travail des policiers, qui agissent chaque jour avec de maigres moyens. Quand allez-vous faire en sorte que Marseille soit dotée d'une présence policière, de jour comme de nuit, et que ses effectifs de police soient augmentés de manière réelle et surtout pérenne ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Claude Guéant, ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.

M. Claude Guéant, *ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.*

Monsieur Jibrayel, votre réflexion mérite d'être replacée dans un contexte de durée.

M. Bernard Roman. La suppression de postes !

M. Claude Guéant, *ministre.* Je note ainsi que, depuis 2002, la délinquance à Marseille a reculé de 7 % (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) et que les faits de délinquance donnant lieu à des initiatives policières, qui témoignent de l'engagement de la police, ont augmenté de 74 %.

Cependant, le drame que vous venez d'évoquer est clairement le signe, je le dis sans fard, d'une dégradation réelle de la situation.

M. Bernard Roman. Combien de policiers en moins ?

M. Claude Guéant, *ministre.* Mon prédécesseur avait pris un certain nombre d'engagements à l'égard du maire de Marseille. Ces engagements ont été tenus. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Il avait promis 117 adjoints de sécurité supplémentaires, 78 sont en place depuis le mois de mai. Il avait promis des renforts de CRS, ils ont été mis en place. Il avait promis la création d'un groupe spécialisé de police judiciaire pour lutter contre les trafics d'armes, il est en place. Il avait promis la création d'une antenne de l'Office central de lutte contre les stupéfiants, elle est en cours de constitution.

Je me rends demain à Marseille afin d'examiner avec les élus et les forces de police et de gendarmerie la situation et de prendre les mesures nécessaires.

La police d'agglomération, qui obtient de réels succès à Paris, verra le jour cet été à Marseille. Mais cela ne suffit pas, il faut aussi que les patrouilleurs se mettent rapidement au travail et que nous définissions très vite une stratégie de sécurité.

M. Bernard Roman. Il est temps !

M. Claude Guéant, *ministre*. Les effectifs ne sont pas tout. Ils sont bien sûr nécessaires. Peut-être en faudra-t-il davantage. Mais il y a déjà 5 000 policiers dans les Bouches-du-Rhône. Il faut les utiliser.

M. Marcel Rogemont. Qu'avez-vous fait depuis 2002 ? Il n'y avait aucune stratégie !

M. Claude Guéant, *ministre*. Depuis 2002, la délinquance a reculé de 7 %. Des mesures stratégiques seront nécessaires parce que, à Marseille comme ailleurs, ce sont les voyous qui doivent courber la tête.

(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)

Données clés

Auteur : [M. Henri Jibrayel](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3201

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Ministère attributaire : Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 5 mai 2011